Solidaires Finances Publiques 72

33, avenue du Général de Gaulle 72038 Le Mans cedex 9
☎ 02.43.83.81.14
courriel :
solidairesfinancespubliques.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr

Compte-rendu du Comité Social d'Administration Local du 13 février 2024

A l'issue de la lecture des déclarations liminaires, dont la nôtre est reproduite ci-dessous, le Président a répondu que nous avions fait un « audacieux parallèle »… Il espère cependant que nos prévisions ne se réaliseront pas et que la DGFIP ne subira pas le même sort que le Costa-Concordia…

- ***Bilan de la campagne des avis 2023 (pour information).***

Le bilan est incomplet dans la mesure où le document fourni à l'appui du CSAL ne prend pas en compte l'accueil effectué dans les SGC. Il a néanmoins le mérite d'exister.

Nous avons demandé si la Direction locale avait eu un retour suite à ce bilan adressé à la Direction Générale, et surtout suite aux améliorations proposées. Réponse : il n'y a pas de retour formel. Il faut se contenter de l'analyse de la note de campagne qui est diffusée l'année suivante… Au fond, c'est à se demander si quelqu'un à la Direction Générale se préoccupe de ces bilans ?…

Sur la lutte contre la fraude, en particulier celle qui concerne les crédits d'impôts, nous avons fait remarquer que le problème n'était pas nouveau, mais que la Centrale tardait à s'emparer du sujet. La direction a répondu qu'une cellule avait été constituée à Bercy. Les responsables sont d'ores et déjà en poste, il ne manque plus que les agents…Il est vrai que la Centrale est plus prompte à agir fermement sur le pont du 10 mai que sur les mécanismes de fraude pourtant clairement identifiés...

Nous avons dénoncé le cumul des dysfonctionnements qui plombent la bonne marche de notre administration depuis quelques années. Néanmoins, dans la mesure où nous allons changer de commandant, nous avons fait part de notre optimisme…

- ***Budget de la DDFIP : bilan 2023 et prévisions 2024 (pour information).***

La dotation globale de fonctionnement (DGF) de la DDFIP 72, pour 2023 s'est élevée à 2 197 000 euros (+ 5,30% par rapport à 2022). Compte tenu des abondements supplémentaires obtenus pendant l'année, le budget définitif s'est élevé à 2 602 546 €. Le poste le plus important demeure l'affranchissement avec 489 000 €, le second poste est constitué par les acquisitions constructions avec 336 000 €, suivi par les services avec 238 000 € (prestations de nettoyage exceptionnelles, emploi d'un vigile pendant la campagne…). Suivent l'entretien courant avec 234 000 €, puis les loyers avec 213 000 €.

Nous avons demandé pourquoi les dépenses de fournitures avaient quasiment doublé entre 2022 et 2023 : de 14 000 euros à 32 000 euros, alors qu'en parallèle le papier se faisait de plus

en plus rare dans les services… Réponse, le coût du papier a fortement augmenté, sans doute à cause des évènements internationaux…

La dotation globale de fonctionnement initiale pour 2024 est en baisse de 3,69% avec 2 116 000 euros.

Outre cette dotation, le programme 723 qui supporte les dépenses de l'Etat propriétaire, permet de financer les dépenses de maintenances préventives et correctives, ainsi que des opérations d'entretien lourd. La DDFIP a fait une demande de crédits dans le cadre de ce programme pour les sites de Pasteur, de l'avenue De Gaulle, de La Flèche, de Mamers, et de la DDFIP. La grande majorité des demandes formulées concernent des travaux d'isolation, le remplacement de menuiseries, la rénovation d'une toiture terrasse avec la pose de panneaux photovoltaïques. Une demande de bornes de recharge électrique a également été effectuée pour le site de Mamers.

- ***Plan de transition environnementale de la DDFIP 72 (pour information).***

Le plan de transition environnementale s'inscrit dans la dynamique des engagements interministériels relatifs à l'exemplarité de l'Etat. Pour la DGFIP, le Cadre d'Objectifs et de Moyens 2023-2027 positionne le plan de transition environnementale comme un pivot pour la réduction des gaz à effet de serre. Dans le cadre de cette démarche, il a été demandé à chaque direction départementale d'établir un plan de mobilité. Quarante mesures ont ainsi été rédigées en Sarthe. Dans ce cadre, un questionnaire concernant essentiellement les déplacements domicile-travail va être envoyé aux agents. La réponse à ce questionnaire ne sera pas obligatoire.

Nous avons simplement indiqué que bon nombre de nos collègues utilisaient déjà les transports en commun ou le vélo pour se rendre au travail. Nous avons également rappelé que la France dans son ensemble ne représentait qu'environ 0,8% des émissions de CO2 mondiales. Une action sur les quarante sera spécifiquement dédiée au tri sélectif.

- ***Questions diverses.***

Nous avons demandé si le poste d'Inspecteur Principal du centre de contact, pourvu actuellement à titre provisoire par un inspecteur divisionnaire faisait l'objet d'une fiche de poste. Réponse : non ! L'actuel occupant est donc pérennisé.

Nous avons demandé où la Direction en était par rapport au recrutement des contractuels. Réponse : trois recrutements sont en cours actuellement au titre du handicap. Deux en catégorie C (un au SIP de La Flèche, un au Centre de Contact), ainsi qu'un inspecteur au PCE.

D'autre part, le renouvellement des contrats des contractuels a été évoqué. Les premiers contrats signés dans la direction arrivent en effet à expiration. Les premières recrues se posent des questions sur un éventuel renouvellement. La direction locale est un peu livrée à elle-même, et est dans l'incapacité de leur apporter des réponses. La Direction Générale tarde, comme d'habitude à donner les informations.

Nous avons demandé au Président si la Direction Générale avait évoqué la semaine de quatre jours. Réponse : non pas pour l'instant…

Dernière info : la réunion de présentation de la médiation auprès des collègues du SDIF aura lieu le 19 février.

****

Déclaration liminaire au Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 13 février 2024

Le Costa-Dégéfip

Monsieur le Président,

Bienvenue à bord, je m'appelle Francesco Schettino, j'ai 51 ans, et je suis le commandant. Aujourd'hui vendredi 13 janvier 2012, il est 21h33, nous sommes au large de la Toscane. Le temps est nuageux, la température extérieure est d'environ cinq degrés, le vent souffle de nord-est à dix nœuds, la mer est calme, la température de l'eau est d'un peu moins de dix degrés. La plupart de nos 3 206 passagers sont en train de dîner. D'autres, comme vous, sont là sur le pont... Comme le veut la coutume, nous allons nous approcher de l'île de Giglio pour faire un « petit coucou » aux habitants, toutes lumières allumées, « *l'inchino* » comme on dit chez nous (la révérence en français). Je sais bien, c'est un peu stupide comme tradition, mais c'est la tradition, et ce n'est pas à l'âge que j'ai que je vais y déroger. Et puis, les passagers aiment bien ça. Surtout, c'est un ordre de ma direction...

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, nous sommes à bord d'un paquebot de croisière, et pas n'importe lequel, mon bâtiment mesure 290 mètres de long sur 38 mètres de large ! Il se nomme le Costa-Concordia ! Vous avez bien fait de faire confiance à notre compagnie, et, même si vous n'avez pas le pied marin, rassurez-vous, car avec de telles dimensions, il ne peut rien vous arriver !!!... Vous êtes en sécurité !!!... Pour ma part, je vous laisse admirer la vue, car on vient de me prévenir qu'une jeune personne demandait à me voir dans ma cabine…

Ça c'était il y a dix minutes, il est maintenant 21h43, et le mot d'ordre, c'est plutôt « sauve-qui-peut !!! » Les femmes et les enfants après ; le commandant d'abord !!!... Nous venons en effet de heurter un récif en nous approchant trop près de cette satanée île de Giglio. Quand je vous disais que c'était stupide cette tradition !!!... Résultat : la coque est déchirée sur cinquante-trois mètres, et l'eau s'engouffre de toutes parts. Plus aucun doute n'est permis, on va couler ! Monsieur le Président, je suis navré, mais le Costa-Concordia va sombrer ! Vous faites ce que vous voulez, mais moi je vous quitte, mon canot est déjà à l'eau, il n'y a plus rien à faire de toute façon, tout est foutu… A tout à l'heure, peut-être… ?

Monsieur le Président, je constate que vous vous en êtes sorti, je suis bien content de vous revoir. Il est près de minuit, et nous sommes maintenant tous-deux bien à l'abri sur la terre ferme. Il reste bien quelques passagers à sauver, mais bon, les garde-côtes vont s'occuper d'eux. Ma principale préoccupation à cet instant, ce sont les titres ravageurs, pour ma carrière surtout, des journaux de demain. J'entends déjà les titres : « l'homme le plus détesté d'Italie », ou encore, « le capitaine couard »… Pourtant, à bien y regarder, cela me paraît injuste, car je ne suis finalement qu'un « capitaine couard » parmi d'autres. De tous temps il y a eu des « capitaines couards », et mon comportement a visiblement fait des émules. Douze ans après les faits, presque jour pour jour, un autre « commandant » vient en effet d'abandonner son navire sentant sans doute lui aussi le naufrage prochain.

Il faut dire que depuis le 20 mai 2019, date à laquelle il a pris le commandement, il a mis du cœur à l'ouvrage. Ma mésaventure a vraiment dû l'inspirer, car il restera dans l'Histoire comme celui qui a sabordé le vaisseau DGFIP !

Son prédécesseur avait tracé les grandes lignes, lui n'a pas hésité un instant à les mettre en application. La mise en place du Nouveau Réseau de Proximité, avec paradoxalement la casse de votre service public de proximité, c'est lui !

Les incessantes restructurations et les fusions de services qui en ont découlé, c'est encore lui !

La dégradation des missions par le lancement à marche forcée d'outils numériques inaboutis et non fonctionnels, c'est toujours lui !

La mise en place des lignes directrices de gestion qui ont considérablement dégradé la mobilité et le déroulé de carrière de vos agents et donc rendu votre administration de moins en moins attractive, c'est lui !

Le recours massif aux contractuels, et la précarisation de l'emploi public, c'est lui !

Les quarante-neuf suppressions d'emplois entérinées dans votre département depuis son arrivée au poste de commandant, c'est évidemment lui !...

Monsieur le Président, mon cousin, le commandant Gerolamo Fournelli n'a finalement pas grand-chose à m'envier ! La seule différence, c'est que lui a pu poursuivre sa carrière. Il est désormais DAP (Directeur Assistant Pornographe) auprès du grand auteur contemporain, et accessoirement ministre, Bruno Le Maire.

Les points qui seront évoqués lors de ce CSAL, le bilan de la campagne des avis en particulier, ne peuvent que me conforter dans mon analyse. Le cataclysme GMBI, le manque criant d'agents, qui ne peuvent à la fois et répondre au téléphone et assurer l'accueil physique, et répondre aux courriels, sont autant de conséquences qui découlent de l'action de mon cousin.

Pour ma part, le naufrage de mon navire a causé la mort de 32 personnes. J'ai été condamné en février 2015 à 16 années de prison (dix pour homicides, cinq pour avoir provoqué le naufrage et une pour avoir abandonné le navire). On m'a également condamné à verser 30 000 euros à chaque passager et des millions d'euros à différents ministères italiens, à la région de Toscane et à l'île du Giglio pour le préjudice environnemental provoqué par le naufrage.

Quand je vous disais qu'il y avait deux poids deux mesures...